Actualité à Saint-Nazaire

La ville ne poursuivra pas Total en justice



Plutôt que d'évoquer devant un juge, la pollution de l'estuaire par la raffinerie, le maire préfère convaincre Total de s'associer à un programme de recherches bio-marines avec création d'un pilote industriel à Saint-Nazaire. : Archives Franck Dubray

Comme Saint-Brevin ou le département de la Vendée, la ville aurait pu se constituer partie civile contre Total. Le maire préfère négocier autre chose.

Joël Batteux l'a indiqué aux élus du conseil municipal : la ville de Saint-Nazaire ne poursuivra pas Total pour avoir pollué l'estuaire de la Loire après la fuite qui a laissé échapper 500 tonnes de fioul, le 16 mars 2008. La fuite d'une canalisation à la raffinerie de Donges était à l'origine de la marée noire qui a mobilisé des équipes de nettoyage pendant plus de trois mois et souillé 60 km de rives.

Pas comme l'Erika

Certes les communes de Paimboeuf et Saint-Brévin au sud ont été largement plus touchées. Les dégâts sur les vingt plages nazairiennes ont été assez vite maîtrisés. Les marins pêcheurs, bloqués dans le port, n'ont tout de même pas pu sortir plusieurs jours.

« **C'est vrai pour l'***Erika*, **nous avions porté plainte**, » se souvient Joël Batteux. Mais cette fois, la ville de Saint-Nazaire ne sera pas partie civile au procès qui pourrait avoir lieu en 2010 et pour lequel Total devra tout de même répondre des délits de pollution et d'exploitation d'installations non conformes.

Joël Batteux, laisse la région, dont il est également vice-président, livrer la bataille en responsabilité contre le pétrolier. Il a un autre plan pour les intérêts de la ville.

L'agglomération nazairienne, avec la métropole nantaise, par le biais d'Atlanpole souhaite installer un pilote industriel à Saint-Nazaire pour développer les micro-algues et leurs applications industrielles. Il s'agit d'utiliser l'énergie contenue dans des microalgues pour l'intégrer à des carburants.

Grand partenaire industriel

« Je cherche à obtenir de Total son implication dans un programme de recherche, » explique Joël Batteux qui relaie le projet. « Il faut au moins un grand partenaire industriel pour pouvoir faire avancer un dossier comme celui-là. Total n'est pas le seul à pouvoir s'inscrire dans cette dynamique. Mais il a l'atout d'être leader dans le domaine des énergies. »

Et Joël Batteux ne cache pas qu'il a déjà des contacts « plutôt avancés. Ils sont assez attentifs à mes demandes. » Avec un gros chèque à la clé ? « Un investissement financier bien sûr, » confesse le maire. « Mais pas seulement. Total pourrait aussi nous accompagner sur le plan technique et en ingénierie de projets. Leur service recherche et développement est très performant et semble motivé par notre projet. »

Solution dynamique

Des tracas judiciaires risquaient-ils de contrarier l'aboutissement de discussions sur une perspective aussi ambitieuse ? « Vraisemblablement, reconnaît Joël Batteux, lapidaire. Et puis c'est une solution plus dynamique. »

Pour l'instant, les élus verts de la majorité municipale n'ont pas réagi à cette nouvelle stratégie. Ceux de Label gauche s'étonnent. « Comment peut-on en début de conseil municipal critiquer les dérives de la politique libérale de Sarkozy et en fin de conseil annoncer qu'on va passer l'éponge sur l'affront environnemental de Total en échange de son implication dans un projet qui, au final lui rapportera de l'argent ? » s'interroge Eric Edom, porte-parole de la liste. Label Gauche aurait préféré que la mairie touche de l'argent de Total et « investisse elle-même dans des projets d'énergies éolienne ou marémotrice. »

Cyrille PITOIS.